

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 septembre 2022
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-seizième session
Point 111 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année**

Lettre datée du 9 septembre 2022, adressée au Secrétaire général, au Président de l'Assemblée générale et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Tchéquie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon Gouvernement, je souhaite appeler votre attention sur la position suivante de la République tchèque présentée en réponse aux accusations récemment portées par la Fédération de Russie contre mon pays.

Le 23 août 2022, dans sa déclaration faite en séance du Conseil de sécurité, Vassily Nebenzia, Ambassadeur et Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, a accusé la Ministre tchèque de la défense, Jana Černočová, d'avoir fait, au sujet de la mort de Darya Dugina, une remarque qui, en substance, revenait à soutenir ouvertement les actes terroristes dirigés contre des civils et à en faire la propagande.

Dans une autre partie de sa déclaration, l'Ambassadeur Nebenzia a accusé la République tchèque d'aider les services spéciaux ukrainiens à entraîner des saboteurs subversifs pour exterminer les soi-disant indésirables, affirmant que ledit entraînement se faisait sur le territoire tchèque.

La République tchèque rejette ces accusations infondées. Conformément à sa stratégie de sécurité, la République tchèque s'engage activement dans la lutte contre toutes les formes de terrorisme, tant au niveau national qu'en collaboration avec les organisations internationales, notamment par la négociation et la mise en œuvre de toutes les conventions antiterroristes.

La République tchèque est un pays pacifique. De ce fait, les citoyens tchèques sont choqués par les informations quotidiennes dans lesquelles sont rapportées les violences et les atrocités commises par l'armée russe en Ukraine depuis plus de six mois maintenant. Cela fait longtemps que la Russie répand un discours cynique qui consiste notamment à accuser les autres des actes que commet sa propre armée ailleurs dans le monde.

Dans ce contexte, il est important de rappeler aux autorités russes que la République tchèque attend toujours une réponse officielle de la Fédération de Russie concernant l'explosion du dépôt de munitions de Vrbětice (République tchèque) en



2014, qui avait été planifiée et exécutée par des agents du renseignement militaire russe (GRU) et qui avait coûté la vie de deux citoyens tchèques innocents, outre les dégâts matériels occasionnés. Les actes commis par les officiers russes du GRU en 2014 entrent en violation du droit international, puisqu'en agissant de la sorte, cet organe de la Fédération de Russie a contrevenu à plusieurs obligations que lui fait le droit international envers la République tchèque. Ces violations du droit international commises par la Fédération de Russie constituent un fait internationalement illicite et engagent la responsabilité internationale de ce pays.

La Fédération de Russie n'est pas en mesure de donner des leçons de morale à la République tchèque ou à tout autre pays sur la manière de lutter contre le terrorisme international et devrait cesser immédiatement de diffuser ce type de fausses accusations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 111 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

(Signé) Jakub **Kulháněk**
